

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 29 avril 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

200 M USD

C'est le montant qui sera levé par 3 partenaires ghanéens - Finance Factory, Tradeline Consult Limited et National Service Secretariat - dans le cadre du projet « *Jobs for Graduates, Profit for SME* » au Ghana.

Nigéria :

Le Gouvernement annonce des augmentations allant de 25 à 35 % pour les fonctionnaires nigériens ; La NDIC annonce une augmentation substantielle des niveaux de garantie des dépôts ; Lancement de la ligne ferroviaire Port-Harcourt–Aba ; La startup nigériane de livraison de repas, Chowdeck, obtient un financement d'amorçage de 2,5 M USD.

Ghana :

Fitch prédit un rebond du cedi ghanéen au second semestre 2024, après une dépréciation continue depuis le début de l'année ; Un nouveau rapport de la Banque mondiale appelle à renforcer la résilience du système de santé ghanéen face au changement

climatique ; Le candidat Alan Kyerematen souhaite développer 10 pôles de croissance stratégiques pour diversifier la capacité industrielle du Ghana.

Nigeria

Le Gouvernement annonce des augmentations allant de 25 à 35 % pour les fonctionnaires nigériens

Le Gouvernement a approuvé la veille du 1^{er} mai une augmentation comprise entre 25 % et 35 % pour plusieurs grilles salariales de la fonction publique. Cette mesure fait suite à des augmentations antérieures accordées aux fonctionnaires de l'enseignement supérieur et de la santé. Selon [Reuters](#), le minimum salarial pour les fonctionnaires serait désormais de 450 000 NGN (321 USD) par an, soit 37 500 NGN (27 USD) par mois. Les augmentations de salaire seront rétroactives à partir du mois janvier. De même, le Gouvernement fédéral a approuvé des augmentations des retraites des fonctionnaires allant de 20 à 28 %.

Le taux d'inflation reste toutefois supérieur à 30 % en glissement annuel – un record depuis près de trente ans – et le coût des denrées alimentaires a augmenté plus encore – de 35 %, selon les dernières données du Bureau national des statistiques (NBS). Les rémunérations des fonctionnaires devraient donc rester globalement équivalentes en termes réels.

Cette augmentation des grilles salariales peut par ailleurs soulever des questions quant à la capacité du Nigéria à respecter ses engagements budgétaires. Elle pourrait en effet entraîner un dépassement des dispositions du budget 2024 voté le 31 décembre dernier. D'autant que les recettes publiques pétrolières pourraient se révéler nettement inférieures aux prévisions budgétaires (production prévue de 1,78 mbpj en 2024, contre 1,32 mbpj extraits en février).

Pour sa part, le salaire minimum mensuel nigérien reste inchangé depuis 2019, date à laquelle il a été fixé à 30 000 NGN, soit moins que le seul de pauvreté absolu au taux de change actuel. Si le Congrès du travail du Nigeria (NLC) a salué la dernière augmentation de salaire dans la fonction publique, il a également exhorté le Gouvernement à veiller à ce que celle-ci soit élargie pour refléter la situation économique difficile de l'ensemble des travailleurs. [Le gouverneur de l'Etat d'Edo, Godwin Obaseki, a annoncé que le salaire minimum dans son Etat serait augmenté de 40 000 NGN à 70 000 NGN.](#)

La NDIC annonce une augmentation substantielle

des niveaux de garantie des dépôts

[La Société de garantie des dépôts du Nigeria \(NDIC\) a annoncé jeudi une révision à la hausse des garanties maximales pour diverses catégories d'institutions financières de dépôt agréées par la Banque centrale du Nigeria \(CBN\), avec effet immédiat.](#) En particulier, la couverture maximale de la garantie pour les déposants des banques de dépôt (DMB) est passée de 500 000 NGN (360 USD) à 5 M NGN (3 600 USD) et de 200 000 NGN (144 USD) à 2 M NGN (1 440 USD) pour les banques de microfinance (MFB).

Le président-directeur général de la NDIC, M. Bello Hassan, a déclaré que la décision est conforme à **l'engagement de la Société à améliorer la protection des déposants, à renforcer la confiance du public, l'inclusion financière et la stabilité du système financier.** Pour parvenir aux nouveaux niveaux de garantie, M. Hassan indique avoir pris en compte des facteurs tels que la distribution des dépôts, les conséquences de l'inflation, le PIB par habitant et le taux de change. Il a expliqué que la nouvelle garantie pour les DMB couvre désormais 99,0 % du total des déposants et 25,4 % du total des dépôts, tandis que celle des MFB couvre 99,3 % du total des déposants et 34,4 % du total des dépôts.

En réponse à certaines critiques, Bello Hassan a souligné que la **révision des garanties permettra d'équilibrer les objectifs de la NDIC en matière de protection des dépôts et de stabilité du système financier, tout en incitant les déposants à la prudence et en empêchant les institutions financières de dépôt de prendre des risques inutiles.**

L'adoption de la garantie nouvelle des dépôts est soutenue par le financement actuel de la NDIC – en partie par les soldes des différents fonds de garantie (DIF). M. Hassan a précisé que la nouvelle révision n'augmentera pas la prime annuelle que les banques paient, dans la mesure où la NDIC opère selon des paramètres de risque déjà connus par les banques. « Si une banque est capable de gérer son risque correctement, elle peut payer le taux normal qui est de 35 points de base, mais si elle ne le fait pas, elle payera une prime plus élevée, qui pourrait aller jusqu'à 65 points de base. La balle est donc dans leur camp. » a-t-il déclaré. Toutefois, la prime payée par ces institutions financières de dépôt pourrait augmenter en fonction du montant assuré. [Certains observateurs craignent que cela n'augmente les frais de fonctionnement des institutions financières de dépôt et n'exerce une pression supplémentaire sur leur rentabilité.](#)

Lancement de la ligne ferroviaire Port-Harcourt–Aba

[Les services commerciaux de la ligne ferroviaire reliant Port-Harcourt \(Etat de Rivers\) à Aba \(Etat d'Abia\) dans le Sud-Est du Nigéria ont été lancés par le ministre des Transports, Saïd Alkali.](#) Long de 62 km, ce tronçon fait partie d'un plus large projet de réseau ferroviaire long de 1 443 km qui doit relier les ports de Port Harcourt, Onne et Bonny, dans le Sud, à Maiduguri (Nord-Est), en traversant douze Etats fédérés. Le projet a été attribué par le ministère fédéral des

Transports à l'entreprise China Civil Engineering and Construction Company (CCECC) en 2020. La CCECC devrait rapidement livrer le tronçon Aba-Enugu, long de 181 km.

Ce projet de réseau vise notamment à faciliter les flux de marchandises entre les ports nigériens du sud et le nord du pays, ainsi que le Niger. En effet, les flux de marchandises à destination du Niger transitent aujourd'hui principalement par les ports du Ghana, du Togo et du Bénin. En mars dernier, le Nigeria a d'ailleurs obtenu un financement de 1,3 Md USD pour achever un projet ferroviaire reliant Kano, la plus grande ville du nord du pays, à Maradi, au Niger.

La startup nigérienne de livraison de repas, Chowdeck, obtient un financement d'amorçage de 2,5 M USD

[La start-up nigérienne de livraison de repas, Chowdeck, fondée en octobre 2021 par Femi Aluko, a sécurisé un financement de démarrage de 2,5 M USD.](#) Ce financement – provenant d'un consortium d'investisseurs nationaux et étrangers dont YCombinator, Goodwater Capital, FounderX Ventures, Hoaq Fund, Levare Ventures, True Culture Funds et Haleakala Ventures – vise à optimiser les opérations de l'entreprise grâce à son service de géolocalisation et à soutenir son expansion dans d'autres villes du pays. Les services de livraison à la demande ont connu une croissance significative, soutenue entre autres par l'amélioration des systèmes de paiement et la pénétration accrue des smartphones. En 2022, le secteur était évalué à 834 M USD.

Cependant, l'expansion de Chowdeck intervient alors que plusieurs acteurs majeurs de la livraison de repas ont choisi de quitter le marché nigérien, tels que Jumia et Bolt Food en décembre 2023. Leur retrait a été attribué à des facteurs tels que le ralentissement économique, une inflation élevée et une concurrence intense.

Ghana

Fitch prédit un rebond du cedi ghanéen au second semestre 2024, après une dépréciation continue depuis le début de l'année

[L'agence de notation Fitch Solutions prévoit que le cedi ghanéen se renforcera d'ici la fin de l'année,](#) malgré sa dépréciation de 13,5 % face au dollar américain depuis janvier 2024, soit l'une des monnaies les moins performantes d'Afrique. L'agence attribue cette potentielle reprise à plusieurs facteurs, notamment les progrès réalisés en matière de restructuration de la dette commerciale du Ghana, avec à la clé le renforcement de la confiance des

investisseurs dans l'économie et des rentrées subséquentes de devises étrangères.

Ainsi, Fitch prévoit que le cedi ghanéen compensera une partie de ses pertes récentes dans les mois à venir et estime que la devise devrait terminer l'année à 12,3 GHS pour 1 USD contre 14,2 GHS en avril 2024. L'agence estime également que l'inflation moyenne au Ghana en 2024 s'établira à 19 %, un chiffre inférieur aux 22,3 % projetés par le Fonds monétaire international.

En revanche, la rentabilité des banques ghanéennes devrait diminuer en raison de la récente décision de la Banque du Ghana de lier les exigences de ratio de réserve de trésorerie (CRR) aux ratios prêts/dépôts (LDR). Le LDR du secteur bancaire devrait rester inférieur à 55 % en 2024, entraînant alors une augmentation des réserves de trésorerie requises pour la majorité des banques.

Un nouveau rapport de la Banque mondiale appelle à renforcer la résilience du système de santé ghanéen face au changement climatique

[Dans son rapport « Evaluation de la vulnérabilité climatique et sanitaire \(CHVA\) pour le Ghana »](#), la Banque mondiale relève l'urgence d'intégrer les considérations climatiques dans les politiques et programmes de santé du Ghana afin de renforcer la résilience du système de santé face aux effets du changement climatique.

Avec le changement climatique, le Ghana est confronté à des phénomènes météorologiques extrêmes tels que des inondations et des sécheresses, avec pour conséquences de réels problèmes de santé (notamment d'insécurité alimentaire) pour 2 millions de personnes sur les 33 millions d'habitants du pays. Le rapport souligne la vulnérabilité élevée du pays à des maladies telles que le paludisme et la diarrhée, ainsi qu'à des problèmes de santé croissants liés à la chaleur, à la pollution de l'air et aux maladies infectieuses. **Certaines populations, notamment les personnes âgées, les femmes, les enfants et les personnes vivant en zone rurale, sont touchées de manière disproportionnée, ce qui aggrave encore les disparités socioéconomiques existantes.**

Pour répondre à ces défis, la Banque mondiale formule plusieurs recommandations politiques, notamment la mise en œuvre d'un plan décennal pour renforcer la résilience du secteur de la santé, l'amélioration de la collecte des données climatiques ou l'intégration des objectifs de santé climatique dans d'autres secteurs. **Le rapport appelle ainsi à une approche multisectorielle** pour améliorer les déterminants de la santé, et à un financement durable en matière de santé et de changement climatique. A cet égard, les besoins du Ghana sont connus : entre 9 à 15 M USD, selon les estimations.

Le candidat Alan Kyerematen souhaite développer 10 pôles

de croissance stratégiques pour diversifier la capacité industrielle du Ghana

[Alan Kyerematen, candidat à la présidentielle du parti « Mouvement pour le changement » \(M4C\), a annoncé sur X son intention de développer 10 pôles de croissance stratégiques afin de diversifier la capacité industrielle du Ghana, au-delà de la production d'or et de cacao.](#) Il a souligné que l'innovation sera la force motrice de cette nouvelle révolution industrielle pour le Ghana. Les 10 initiatives industrielles stratégiques incluent 1) l'assemblage de véhicule et la fabrication de composants, 2) les vêtements et textiles, 3) les produits pharmaceutiques, 4) la pétrochimie, 5) les huiles végétales et les graisses, 6) les produits chimiques industriels, 7) l'industrie de l'amidon, 8) la bauxite et l'aluminium intégrés, 9) le fer et l'acier ainsi que 10) les machines et équipements.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr